

Assurance-chômage—Loi

Alors, à cause de la dégelée qu'ils ont reçue—je présume que les députés du caucus libéral provenant du Canada atlantique ont pris la défense de la population qu'ils représentent—ils ont apporté un petit changement à cette mesure lequel prévoit désormais que s'il existe un taux de chômage de 11.5 p. 100, on épargnera aux gens certains des pires excès contenus dans le projet de loi initial. Il n'y a pas de principe derrière cette mesure. Les députés d'en face tous ensemble n'ont d'ailleurs pas de principes. Même pas un triangle isocèle, encore moins des principes. Ils devraient avoir honte de demander à la Chambre d'adopter une motion de clôture concernant le genre de mesures qu'ils nous proposent.

M. Nystrom: Une bande de bornés.

M. Crosbie: Je tiens simplement à mentionner Terre-Neuve parce que je suis originaire de cette province.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Je ne voudrais pas, monsieur l'Orateur, que l'on en déduise que simplement à cause du fait qu'il subissent un taux de chômage élevé, les gens de Terre-Neuve sont condamnés. Nous commençons à peine à émerger de la pénombre libérale, cette plaie dont nous souffrons depuis 1963.

M. Nystrom: C'est la raison pour laquelle ils votent néo-démocrate.

M. Crosbie: Monsieur l'Orateur, chaque province à son contingent de suicidaires susceptibles de voter pour le NPD mais je ne pense pas que l'on en trouve beaucoup à Terre-Neuve.

Les modifications suggérées par les députés d'en face priveraient Terre-Neuve de 26 millions de dollars l'année prochaine; les dispositions contraignant ceux qui deviennent membres de la population active à travailler 20 semaines au lieu de la période actuelle de 10 semaines coûteraient 26 millions à la population terre-neuvienne et cela aurait aussi pour effet de couler notre économie. La réduction du taux de prestations de 66½ p. 100 à 60 p. 100 lui coûterait un autre 26 millions. Si le gouvernement avait décidé de ne pas modifier son projet initial, nous aurions alors perdu 50 millions de plus au chapitre des dispositions qui ne s'appliquent plus à nous puisque notre taux de chômage dépasse 11½ p. 100 à Terre-Neuve.

Rendez-vous compte que cela revient à suggérer d'adopter des mesures législatives qui pénalisent une province si celle-ci parvient à réduire son taux de chômage à moins de 11½ p. 100. Je veux dire, il faut du génie, du plus pur génie libéral pour essayer de nous donner à Terre-Neuve une prime pour ne jamais laisser redescendre le taux de chômage au-dessous de 11½ p. 100, parce que dans le cas contraire nous allons être cruellement saignés par ce bill qui sera voté par les députés d'en face. Voilà en quoi ils suppriment le vieil encouragement à ne pas travailler. Il ne faudra pas manquer d'éplucher les statistiques chaque mois, pour être sûr que le taux «elle» ne tombe pas au-dessous de 11½ p. 100. Voilà le brillant changement, le beaucoup d'audace que nous donnent les députés d'en face, parce qu'ils ont craint de perdre tous leurs sièges dans le Canada atlantique.

Ce n'est pas un acte de gouvernement, c'est un geste de naufragés qui s'agrippent les uns aux autres pour ne pas

[M. Crosbie.]

somber dans une mer agitée, espérant franchir les brisants de la prochaine élection. Ils ne gouvernent pas, ils ne s'occupent pas des problèmes du pays, ils entourloupent. Même le NPD ne tomberait pas aussi bas.

Des voix: Bravo!

Une voix: N'y comptez pas.

M. Nystrom: Un vrai conservateur rouge.

M. Crosbie: Après ce que vient de dire le député, je m'interroge... Il le ferait, monsieur l'Orateur.

En 1977, Terre-Neuve a reçu 216 millions de dollars au titre de l'assurance-chômage. Cette année on prévoit que ce pourrait être 250 millions. Cela nous ne le voulons pas. Ce que nous voulons c'est des emplois. Le ministre dit que les économies réalisées grâce à ces amendements vont servir à la création d'emplois. Samedi j'étais dans mon coin à Fox Harbour, et il y avait 23 hommes en train... pardon c'était lundi, et pas samedi. Donc il y avait 23 hommes travaillant sous une pluie verglaçante, fouettés par un vent de 60 milles à l'heure, pour poser les canalisations de l'égout de Fox Harbour, à cause d'un projet Canada au travail du ministre. Là-bas je dis qu'il s'agit de mes projets Canada au travail, mais aujourd'hui je veux bien les partager avec le ministre. Les gens veulent du travail. Ils y tiennent, à travailler.

Ceux qui ne craignent pas de sortir par une aussi forte tempête, avec des vents qui vous lancent la pluie à la figure à 60 milles à l'heure, pour gagner le salaire de misère que verse Canada au travail à Terre-Neuve, parce qu'on ne donne même pas autant à Terre-Neuve que sur le continent, alors ceux-là il faut qu'ils aient envie de travailler. Du travail ils en veulent. Ce ne sont pas des flemmards. Mais pour cela il faut qu'on leur donne des choses à faire.

Je suis ici depuis presque deux ans, je suis à la Chambre depuis un peu plus de deux ans. Pendant toutes ces deux années j'ai essayé de faire installer un portique synchronisé au chantier maritime fédéral de Saint-Jean, ce qui créerait 200 emplois permanents. Vous savez, je ne puis l'obtenir à cause de la lâcheté pusillanime du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) qui ne dirige pas son ministère. Il a peur de contrarier le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Jamieson) qui lui-même a peur de contrarier les travailleurs du chantier maritime de Marystown. Ces derniers pensent qu'ils risquent de travailler un peu moins à l'avenir si les travailleurs du chantier maritime de Saint-Jean bénéficient de l'aide d'un portique synchronisé. C'est pourquoi il a dit au ministre de l'Industrie et du Commerce de ne rien faire.

Il me faut maintenant me jeter aux pieds du président du département d'État au développement économique (M. Andras) «super Andras», et l'implorer de nous accorder les 8 millions nécessaires à l'achat de ce portique synchronisé qui créerait 200 emplois permanents. C'est ce qui rend tout cela illogique. Ces 200 emplois pourraient être créés grâce à un prêt de 8 millions de dollars qui serait remboursé au gouvernement. Cependant, il m'a fallu continuer pendant des mois et des mois pour des raisons strictement d'ordre politique à essayer de faire créer ces emplois à Terre-Neuve dans un chantier maritime appartenant au gouvernement.